

Introspection révolutionnaire - mémoires critiques d'une historicité

LEA

MELANDRI

Via Tibaldi et le communisme, 1971.

Lea Melandri, enseignante, activiste, actrice de l'autonomie italienne, fut l'une des précurseuse de la « pratique de l'inconscient » dans le mouvement des femmes des années soixante-dix.

Elle dirigea le magazine *L'Erba Voglio* de 1971 à 1978, puis le magazine *Lapis* de 1987 à 1997 dans lesquels elle publia de nombreux articles.

En 2011, elle fut élue présidente de l'Université libre des femmes à Milan, où elle enseigne et qu'elle parraine depuis 1987.

Juin 1971, Occupation de Via Tibaldi.

Grand moment du mouvement d'autoréduction italien, plus précisément des luttes de locataires et de sans-abris.

Ouvriers de l'entreprise Pirelli, du bâtiment, de diverses petites usines alentours, chômeurs, chômeuses, étudiant-es, « sudistes » et populations locales se mêlent et s'impliquent dans l'action ; des familles de Crescenzago, qui venaient de mener de front une grève de loyer sont là, aussi.

Familles sans abris, travailleurs, travailleuses, étudiant-es, sans emplois, contre patrons, propriétaires, syndicats, agents de l'État et sa police.

Une lutte, une légende, qui s'achève dans un esprit de victoire ; l'attribution de logements.

Sans tomber dans l'hypercriticisme, mais cherchant à tout prix à éviter l'autocélébration béate, Lea Melandri écrira cet article rétrospectif en septembre 1971.

Elle y rapporte un certain nombre de critiques, de questionnements, vis-à-vis des contradictions matérielles qu'elle put observer dans les pratiques du mouvement.

Les rapports avant-garde/masse,
la reproduction des rôles sociaux,
les modes de consciences, de désirs et de besoins,
restent la trame principale de ses réflexions engagées vers le dépassement.

Marxiste critique étrangère au dogmatisme de l'époque, Melandri signe un témoignage hétérodoxe et sensible, que nous revalorisons ici.

Bien que cela puisse paraître évident, nous nous permettons de rappeler grossièrement que replacer ce texte dans le contexte idéologique de l'époque - marquée par l'obsession avant-gardiste et une certaine fétichisation de la violence - reste indispensable.

Par les thèmes politiques qui y ont été abordés et par le succès qu'elles ont connu, les occupations de maisons cette année à Milan, Via Mac Mahon et Via Tibaldi, restent le point de référence fondamental d'un type d'intervention politique qui ne reste pas isolé à l'intérieur de l'usine mais prétend s'étendre à tous les champs de la vie sociale.

Ceci ne veut pas être une évaluation politique au sens restreint, ni la chronique des luttes, mais le retour critique sur l'expérience faite grâce à la participation directe aux deux occupations.

L'intérêt de ce type d'action politique réside dans son caractère très spécifique :

a) pour le genre de personnes qu'il touche (familles prolétaires au complet, camarades organisés ou non, institutions touchées presque par hasard, etc.) ;

b) pour la durée dans le temps (quinze ou vingt jours en moyenne, compte tenu du temps de préparation et du temps d'installation des familles) ;

c) pour le type de besoin auxquels on doit faire face collectivement et qui ne sont pas seulement ceux de la gestion politique et militaire, mais ceux d'une collectivité qui se trouve dans la situation d'agir hors de son milieu quotidien, dans des conditions de malaise et de danger mais avec un but commun.

On a donc affaire à une parcelle de société, même minuscule, mise dans une situation de lutte, et pour laquelle se pose avec une évidence immédiate le problème de fond de tout processus révolutionnaire : le socialisme est-il compris comme un simple acte politique (prise de pouvoir, expropriation) ou comme la prise en main, de la part des masses, de la direction globale de la société (qui inclut nécessairement l'action violente, la prise de pouvoir, de nouveaux rapports de production, etc.) Dans le second cas, il est modification du mode de satisfaction des besoins et d'affrontements des rapports sociaux, modification qui s'accomplit *dès maintenant* et qui est déterminante même pour la gestion politique et militante des luttes au sens restreint. A ne pas tenir compte de la globalité du problème politique, on court le risque de tomber dans la traditionnelle séparation des problèmes et des rapports politiques d'un côté, et des problèmes des rapports « humains » à l'intérieur de la collectivité, de l'autre.

En ce sens on peut dire que les occupations représentent une expérience très intéressante en tant qu'on y retrouve, que ce soit au niveau objectif ou subjectif, toutes les contradictions et les ambiguïtés qui caractérisent un processus de changement et de libération.

Commentant les événements de Via Tibaldi dans leur journal (n°II, 26 juin 1971), les camarades de *Lotta Continua* ont écrit : « Les prolétaires de Via Tibaldi ont commencé à construire un nouveau mode de vie. » « ...Ils ont été un exemple militant de communisme. » Comme le prouvent « les nouveaux rapports instaurés pendant l'occupation : l'administration directe et collective des choses, les enfants élevés et soignés collectivement, la garderie et le dispensaire rouges qui ont inclus dans leur vies des médecins et des étudiants, l'exigence de s'organiser directement, à partir des chefs de famille, dans des noyaux d'autodéfense. »

Ils concluaient : « ...Ce n'est que si nous réussissons à construire partout des moments de vie collective comme ceux-ci, dans les quartiers, dans les villages, dans les lieux où vit le prolétariat, que nous réussirons vraiment à prendre la ville, à construire des bases rouges. »

Aujourd'hui il est assez facile de souscrire à l'enthousiasme avec lequel on découvre une alternative possible, surtout quand on se sent impliqué collectivement pour la créer, mais il est aussi naïf et mystificateur de donner l'alternative (le communisme) comme un fait déjà accompli. On sait qu'un journal de lutte ne peut s'arrêter à décrire la problématique de toutes les situations dont il donne des nouvelles, que les contradictions, les ambiguïtés, les revers les plus complexes de toute action politique, sont des éléments qui font obstacle à la prise de conscience et la perturbent. Nous pensons au contraire qu'il est fondamental, aussi bien pour ceux qui ont pu seulement l'imaginer à travers les informations reçues, de noter toutes les difficultés rencontrées dans le processus de « resocialisation » amorcé à l'intérieur de la collectivité occupante. Aussi parce que de cette façon, l'alternative ne risque plus d'apparaître comme un fait magique, improvisé, je dirais presque privilégié (c'est à dire réservé à un petit nombre et dans une situation très particulière), mais comme un travail qui « se fait » ensemble, s'affrontant continuellement à une réalité faite d'habitudes et de préjugés idéologiques, visqueuses et résistante au changement. En outre, il est nécessaire qu'un triomphalisme superficiel ne vienne pas appauvrir ces contenus même par lesquels les occupations de masse ont eu un sens exemplaire.

Un bref aperçu des rapports sociaux qui se sont créés pendant les occupations nous servira à pointer quelques uns de ces thèmes politiques afin qu'ils trouvent une application plus générale.

Ceux qui ont pris part aux occupations se sont soudain trouvés avec des femmes, des enfants et d'autres parents, à devoir partager, avec d'autres familles, des immeubles encore en construction, et donc privés des services normaux. Chaque famille s'installait dans les grandes pièces vides avec à peine plus que des valises de vêtements.

Il restait donc à résoudre en commun toute une série d'autres besoins de première nécessité, à commencer par la nourriture, les matelas et les couvertures pour dormir.

Moins urgents mais non moins indispensables, étant données les conditions de malaise matériel et de tension psychologique, l'assistance médicale et les soins aux enfants, surtout au moment où les adultes étaient occupés à mener l'action. Le changement intervenu dans le rythme de vie habituel de ces familles, joint à la nouveauté de devoir affronter les besoins quotidiens sur un mode tout à fait insolite, c'est-à-dire collectivement et en comptant beaucoup sur le hasard (surtout en ce qui concernait la disponibilité d'argent pour les besoins essentiels) ne pouvaient que renforcer les rapports de dépendance vis-à-vis de l'avant-garde des camarades dont la plupart avaient pris des responsabilités dans la gestion politique et militaire de la lutte.

Ainsi, d'un côté, on faisait des affirmations d'autonomie : les prolétaires commençaient à faire par eux-mêmes, à prendre sans demander, à décider de tout ce qui concernait leur vie ; ensuite, on tombait sans prévenir, dans les formes traditionnelles de l'assistance et de la solidarité : on imagine facilement que c'était les camarades qui se déployaient dans ce rôle.

La contradiction, dont bien peu à ce moment-là semblaient s'apercevoir, apparut même dans les feuilles de lutte distribuées à cette occasion. « Le pouvoir prolétarien a fonctionné dans la maison de Via Tibaldi : tout a été mis en commun, on a organisé une distribution et une réserve gratuite. Les camarades femmes présentes ont géré une crèche. Un dispensaire a été mis sur pied avec quelques camarades médecins. » Ainsi, tous les jours, après la collecte, il y avait la distribution de la nourriture, quelquefois aussi de vêtements récoltés dans le quartier ou donnés par quelqu'un. Même si chacun cherchait toujours à se responsabiliser un peu, ceux qui se trouvaient dans une situation d'indigence et de misère, c'est-à-dire les prolétaires, comptaient tout naturellement sur l'aide et l'initiative des camarades pour la satisfaction de leurs besoins. « Là, on avait à boire et à manger » raconte une des occupantes de Mac Mahon, même si « il y avait ceux qui n'avaient pas grand chose à manger et ceux qui en avaient beaucoup et en voulaient encore ». La dépendance accroissait donc aussi la rivalité entre les familles et l'attente à l'égard de camarades qui, si la nourriture se faisait rare, étaient nombreux à protester contre le service qui ne fonctionnait pas comme il fallait.

En disant cela, on ne veut pas culpabiliser les prolétaires mais simplement souligner combien le développement de l'autonomie requiert une implication extrême de la part de tous, pour qu'ait lieu une effective responsabilisation et la participation active de toute la collectivité.

Hormis la nourriture qui, comme besoin premier, rassemblait les contradictions les plus évidentes, même pour les autres besoins, assistance médicale, soins des enfants, on tendait à reproduire les modèles de prises en charge, ou du moins ils étaient perçus comme tels par la plupart des occupants : « des enseignants venaient... C'est eux qui apportaient les peintures, ils achetaient tout eux-mêmes... Nous avons fait une crèche. »

C'est une jeune fille du Centre social occupé à Quarto Oggiaro qui parle. Comme s'il suffisait de mettre ensemble les enfants des prolétaires et de les confier aux camarades femmes pour créer une « crèche prolétarienne » !

Il est clair que personne ne prétend mettre en crise, en l'espace d'une semaine, l'institution de la famille ou imposer une éducation non répressive des enfants ; il est pourtant possible de chercher à ne pas reconfirmer d'une manière aussi manifeste la structure autoritaire de la famille sur laquelle s'appuie le système capitaliste, en confiant aux seuls chefs de famille le droit de participer aux décisions les plus importantes et de s'unir aux camarades pour la défense militaire. Même si, pendant l'occupation de Via Tibaldi, ce sont justement les femmes qui ont par deux fois refusé énergiquement qu'on les installe dans les hospices de la municipalité, et qui ont tenu tête à la police dans les diverses opérations d'évacuation qui se sont succédées en l'espace de quelques jours. Mais *Lotta Continua* écrit tout de même (dans le même numéro) : « Toute l'organisation est aux mains des camarades occupants : les femmes et les enfants sont au premier étage avec les camarades femmes, tous les camarades sont en bas, devant les portes, face à face avec la garde-mobile. »

Dans l'ensemble, on avait l'impression que les « communistes » et les « filles des communistes » étaient encore vus comme ceux qui « aidaient » à avoir une maison ; C'était au moins comme ça pour une majorité, même si au cours de la lutte, on constatait une croissance politique rapide des participants et donc, aussi, la possibilité d'une plus grande soudure entre l'avant-garde et la masse.

D'autre part, parmi ces contradictions, se faisaient jour aussi des exigences et des comportements à partir desquels on pouvait comprendre qu'un changement était en train de se produire, dans la façon de concevoir la vie et les rapports sociaux.

« J'aimais être avec les camarades – commente une jeune occupante – et parler, chanter des chansons, toujours faire des réunions, parler de comment s'organiser ». La conscience politique et la volonté de lutte naissent dans ce climat de liberté d'expression retrouvée, dans la possibilité de discuter ensemble et de décider en son nom propre, sans délégation ; elles naissent surtout de la conscience que l'unité et l'organisation peuvent donner la force de modifier la réalité.

« Il faut bien être des camarades, parce que si nous nous chamaillons sans cesse, nous ne serons jamais unis comme le sont nos camarades » : c'est la remarque d'une petite fille de treize ans, cela signifie que dans certaines situations, la conscience de classe naît sans qu'il soit besoin de grandes doctrines.

Pour tous les problèmes (unité, organisation, autonomie, etc.) il faut reconnaître que l'occupation de Via Tibaldi a représenté un saut qualitatif notable par rapport à la précédente.

Si on a mentionné quelques unes des principales contradictions (autonomie-dépendance dans les rapports avant-garde/masse, tendance à la prise en charge, instrumentalisation de la spécificité professionnelle, etc.) ce n'est pas que nous pensions que les occupations devraient ou pourraient réaliser un modèle déjà accompli de société communiste, mais au contraire, parce que nous pensons que la préfiguration d'une alternative communiste demande une analyse attentive des contradictions à présent énoncées, et une théorisation correcte de tous ces problèmes politiques que de nombreux camarades continuent à considérer comme étrangers à la lutte de classe. Prenons, par exemple, le rapport avant-garde-masse, qui est celui qui crée les contradictions et les ambiguïtés majeures. La signification de ce qui suit est assez claire : avant-garde et masse sont « les pôles dialectiques d'un même procès » dont le but est la croissance de l'autonomie des masses, et la classe ouvrière reste le point de référence fondamental dans la lutte contre le capital.

Il est plus difficile d'établir la manière dont s'effectue la soudure, non seulement en ce qui concerne la direction politique au sens restreint, mais surtout dans les rapports qui s'établissent quotidiennement à l'intérieur des noyaux à l'usine, dans les quartiers, pendant les périodes de luttes, entre des « camarades bourgeois », des intellectuels et des camarades ouvriers. Il ne suffit évidemment pas de dire que les préjugés et les privilèges bourgeois ne sont pas admis et que les camarades doivent en tout point s'assimiler aux prolétaires en faisant de leurs désirs, leurs besoins et les habitudes de ceux-ci. Cette espèce de suicide moral et volontariste ne peut être autre chose qu'une nouvelle répression exercée contre eux-mêmes qui, au lieu de libérer des conditionnements bourgeois, en égrainera d'autres plus trompeurs comme par exemple le comportement de prise en charge, la culpabilisation, le victimisme, etc. En d'autres termes, cela peut vouloir dire qu'on continue à se conduire en bourgeois avec l'assurance collective de ne plus en être un.

On ne peut nier qu'il existe des conditions de vie différentes, et non seulement de vie mais de culture et de comportements entre les camarades ouvriers et les camarades étudiants, mais il est tout aussi vrai qu'aucun d'eux n'est libre dans ses besoins, ses désirs, ni dans les modes de les satisfaire.

La libération ne peut être autre chose qu'un chemin à faire ensemble, un long travail de refonte politique de notre histoire privée ; pour ceux qui ont joui de plus grands privilèges, mais aussi de plus grandes compromissions, le dépouillement sera probablement plus difficile et plus lent mais moins risqué qu'un mépris de soi volontariste.

On pourrait dire la même chose des « besoins des prolétaires ». Faire les comptes avec les prolétaires, en tant que protagonistes de la lutte, tenir compte de leurs « besoins les plus urgents », « regarder les problèmes avec les yeux des prolétaires », peut signifier, comme on l'a vu, tomber dans des comportements de type « prise en charge » ; on pourvoit aux besoins et aux demandes immédiates sans démasquer, à sa racine, la condition qui crée le besoin. Les « yeux des prolétaires », leur façon de se présenter la vie, comme on l'a dit plus haut, ne sont pas moins compromis que ceux des intellectuels et c'est même souvent l'usage critique pratique des instruments culturels qui nous permet de voir clairement tout l'appareil répressif que le système met en acte pour sa propre conservation et qui passe par les institutions (famille, école, mass-média, etc.) et, en général, par l'organisation sociale de la vie. « Faire les comptes avec les prolétaires » veut dire alors aller au fond de l'analyse de l'exploitation et de l'oppression capitaliste, distinguer entre les besoins réels et ceux que le système impose pour sa survie.

On verra alors que la crise de l'institution de la famille, la libération de la femme, l'éducation non autoritaire des enfants, sont des besoins réels du prolétariat en tant que contenus réellement révolutionnaires, susceptibles de provoquer une crise de l'organisation sociale capitaliste qui se sert de ces institutions pour maintenir la dépendance et l'approbation.

Il faut alors bien expliciter ce qu'est la « solidarité active » dont il est question dans un article récent de *Lotta Continua*, article élaboré en préparation du congrès régional lombard (3-4 juillet 1971).

Pour que certaines activités (crèches, garderies après l'école, dispensaires, etc.) ne soient pas seulement de la prise en charge, il ne suffit pas qu'il y ait une direction par le bas, c'est-à-dire la gestion directe par le prolétariat ; il faut une implication collective pour que, à travers la discussion et le contrôle du travail accompli ensemble, on réussisse à trouver un mode nouveau, communiste ou au moins à tendance communiste, sur lequel résoudre les problèmes.

Cela signifie que tous, prolétaires et non prolétaires, soient dans la situation de devoir remettre en question leur façon d'être ensemble, leurs connaissances et les comportements acquis.

C'est un processus de « resocialisation » qui, pour autant qu'il soit greffé sur la praxis politique (et donc abstraitement intellectuelle) est encore la meilleure garantie d'une réelle soudure entre avant-garde et masse, entre forces sociales diverses mais également impliquées dans la destruction de la société capitaliste. En d'autres termes, on ne peut parler d'autonomie que lorsque le prolétariat commence à gérer ce dont il a l'usage et à décider dans tous les domaines de la vie sociale. L'autonomie réclame aussi qu'on commence à refuser les solutions imposées par le système non seulement dans les rapports de production mais dans notre vie privée et sociale même, où l'intégration et assujettissement adviennent de façon moins visible mais non pas moins profonde et durable, surtout si l'on pense aux normes sociales intériorisées.

Je pense enfin qu'il vaut la peine de mentionner aussi le problème des « rôles professionnels » en rapport avec le militantisme politique, vu qu'il s'est posé pendant l'occupation et se retrouve continuellement quand on doit discuter de l'intervention politique dans le social (écoles, quartiers, etc.). La présence de camarades munis de diverses compétences professionnelles (institutrices, avocats, médecins, etc.) pendant l'occupation a été en grande partie de type instrumental, étant donné aussi le caractère exceptionnel de la situation ; il ne pouvait peut-être pas en être autrement. Le doute demeure cependant (confirmé par les affirmations contenues dans les documents préparatoires des deux congrès de *Lotta Continua* de Milan et Bologne, juillet 1971) qu'il a manqué et qu'il manque encore à présent une théorisation correcte de ce que signifie utiliser, dans un sens révolutionnaire, son propre rôle professionnel. La réponse la plus évidente est celle-ci : on doit mettre les instruments techniques et culturels dont on est en possession « au service du prolétariat ». Ainsi peuvent naître des dispensaires et crèches rouges, qui, en fait, ne sont pas substantiellement différents, sauf dans la gestion, des structures bourgeoises. Même dans ce cas, si l'on veut construire une alternative, il faut tenir compte du fait que le rôle social ne peut être complètement séparé du militantisme politique, que la prise de conscience ne naît pas de l'adhésion intellectuelle à une ligne politique mais des contradictions qui éclatent dans la vie quotidienne et donc aussi dans l'exercice d'une profession aliénée. Se placer du point de vue du prolétariat veut dire alors éclaircir, jusqu'au fond et dans leur spécificité, les rôles institutionnels que le capital utilise pour se maintenir et se servir d'eux comme d'une arme pour alimenter l'insubordination et préfigurer dans le même temps les rapports sociaux d'une société où l'actuelle division du travail n'existe plus.

Nous pensons que tout ce qui s'est dit de façon quelque peu dispersée, peut se réduire à quelques considérations plus générales : faire de la politique signifie aujourd'hui affronter globalement le problème de l'exploitation et de l'oppression capitaliste (et donc aussi attaquer les institutions du contrôle social et l'organisation de la vie imposée par le système) ;

la classe ouvrière, protagoniste de la lutte contre le capital, est elle-même sujette à la manipulation idéologique dans tous les moments de sa vie sociale ;

l'autonomie ne signifie pas seulement combattre l'exploitation à l'usine mais aussi tous les moyens de répression par lesquels le système veille à sa conservation.

C'est ainsi que peut se créer une soudure effective (c'est-à-dire qui ne soit pas extérieure et solidariste) entre les luttes ouvrières et celles des groupes sociaux relativement privilégiés mais subordonnés.

pour une pratique du dépassement,

pour un dépassement de la critique.